



0008

LETTRE CIRCULAIRE N° _____/PR/2026

رسالة دورية رقم _____/رج/ 2026

Relative à la préparation et à l'élaboration du
Projet de loi de finances pour l'exercice 2027

بشأن التحضير لمشروع قانون المالية للسنة المالية 2027
وإعداده

Le Président de la République, Chef de l'État

رئيس الجمهورية، رئيس الدولة

À

إلى

Monsieur le Premier Ministre, Chef du
Gouvernement,

السيد رئيس الوزراء، رئيس الحكومة،

Mesdames et Messieurs :

السيدات والسادة:

- Présidents des Grandes Institutions,
- Membres du Gouvernement.

- رؤساء المؤسسات الكبرى،
- أعضاء الحكومة.

À l'orée de la préparation du projet de loi de finances pour l'exercice 2027, tout en saluant la bonne exécution à ce jour du budget 2026, je tiens à relever que l'année 2027 devra être celle de l'accélération, de la transformation et des résultats. Elle marquera une étape décisive dans la mise en œuvre de mon programme politique, réparti en douze (12) chantiers et cent (100) actions, dont les priorités ont été reprises et structurées dans le Plan national de développement « Tchad Connexion 2030 ».

في مستهل إعداد مشروع قانون المالية للسنة المالية 2027، وإذ أشيد بحسن تنفيذ ميزانية 2026 حتى تاريخه، أود أن أؤكد أن عام 2027 يجب أن يكون عام تسريع وتيرة التحول وتحقيق النتائج. وسيشكل مرحلة حاسمة في تنفيذ برنامجي السياسي، الموزع على اثني عشر (12) محور عمل ومائة (100) إجراء، وهي أولويات أدرجت ونُظمت ضمن الخطة الوطنية للتنمية « Tchad Connexion 2030 ».

Aussi, le projet de loi de finances ne saurait être une simple reconduction des dotations antérieures ni une juxtaposition de demandes sectorielles. Il devra traduire notre ambition nationale en réformes exécutables, en investissements prioritaires, en emplois, en services publics de qualité et en amélioration concrète des conditions de vie de nos concitoyens sur l'ensemble du territoire.

وعليه، لا يجوز أن يكون مشروع قانون المالية مجرد تجديد للاعتمادات السابقة أو تجميع لطلبات قطاعية متجاوزة. بل يجب أن يترجم طموحنا الوطني إلى إصلاحات قابلة للتنفيذ، واستثمارات ذات أولوية، وفرص عمل، وخدمات عامة جيدة، وتحسين ملموس لظروف عيش مواطنينا على كامل التراب الوطني.

À cet effet, la connexion doit constituer le maître mot du projet de loi de finances 2027. Elle doit être entendue dans toutes ses dimensions : connexion des territoires entre eux et avec les pays voisins ; connexion des zones de production aux marchés ; connexion des administrations et de leurs systèmes d'information ; connexion des citoyens aux services publics ; connexion de l'école aux compétences requises par l'économie ; connexion des structures de santé aux populations ; connexion des investissements publics aux réformes qui en garantissent l'efficacité ; enfin, connexion de l'action de chaque ministère à une vision gouvernementale commune.

Cette doctrine devra guider l'ensemble du processus de préparation budgétaire. Notre responsabilité collective est de concentrer les ressources de la Nation sur ce qui contribue réellement au développement du pays. Chaque proposition sera donc appréciée au regard de sa contribution directe aux objectifs du PND, de sa maturité, de son impact économique et social, de sa soutenabilité financière et de sa capacité réelle d'exécution en 2027.

I. ALIGNER LE BUDGET 2027 SUR LES PRIORITÉS ET LES RÉSULTATS DU PND

La préparation du budget 2027 devra s'inscrire dans un cadre macroéconomique cohérent avec l'objectif d'un taux de croissance réel du produit intérieur brut de 7,3 %, tel que fixé dans notre plan de développement pour l'année 2027. Cette dynamique devra être portée notamment par la reprise des secteurs des services financiers, du numérique et du tourisme, la poursuite des investissements publics et privés dans le secteur du BTP, la montée en puissance des industries et des mines, l'accroissement de la production animale et agricole, le développement de la transformation et de la commercialisation de la viande, la production d'aliments du bétail, ainsi que l'augmentation des cultures de rente et vivrières et de l'offre d'électricité et d'eau.

Chaque ministère concerné devra identifier les réformes, investissements et mesures d'accompagnement indispensables à la réalisation de cet objectif, en veillant à lever les contraintes d'énergie, d'eau, de transport, de financement, de foncier, de compétences, de stockage et d'accès aux marchés.

ولهذا الغرض، يجب أن يكون الربط هو الكلمة المحورية لمشروع قانون المالية لسنة 2027. وينبغي فهمه بجميع أبعاده: ربط الأقاليم بعضها ببعض وبالبلدان المجاورة؛ وربط مناطق الإنتاج بالأسواق؛ وربط الإدارات وأنظمة معلوماتها؛ وربط المواطنين بالخدمات العامة؛ وربط المدرسة بالمهارات التي يتطلبها الاقتصاد؛ وربط المرافق الصحية بالسكان؛ وربط الاستثمارات العامة بالإصلاحات التي تضمن فعاليتها؛ وأخيراً، ربط عمل كل وزارة برؤية حكومية مشتركة.

يجب أن يوجه هذا النهج كامل عملية إعداد الميزانية. وتتمثل مسؤوليتنا الجماعية في تركيز موارد الأمة على ما يسهم فعلياً في تنمية البلاد. ومن ثم، سيُقيم كل مقترح بالنظر إلى مساهمته المباشرة في أهداف الخطة الوطنية للتنمية (PND)، ومدى نضجه، وأثره الاقتصادي والاجتماعي، واستدامته المالية، وقدرته الفعلية على التنفيذ في عام 2027.

I. موازنة ميزانية 2027 مع أولويات الخطة الوطنية للتنمية (PND) ونتائجها

يجب أن يندرج إعداد ميزانية 2027 ضمن إطار اقتصاد كلي منسجم مع هدف تحقيق معدل نمو حقيقي للناتج المحلي الإجمالي قدره 7.3%، وفق ما حدد في خطتنا التنموية لعام 2027. وينبغي أن تدعم هذه الدينامية، على وجه الخصوص، عودة النشاط في قطاعات الخدمات المالية والرقمنة والسياحة، ومواصلة الاستثمارات العامة والخاصة في قطاع البناء والأشغال العامة، وتعزيز الصناعات والمناجم، وزيادة الإنتاج الحيواني والزراعي، وتطوير تحويل اللحوم وتسويقها، وإنتاج أعلاف الماشية، فضلاً عن زيادة المحاصيل النقدية والغذائية وعرض الكهرباء والمياه.

على كل وزارة معنية أن تحدد الإصلاحات والاستثمارات وتدابير المواكبة الضرورية لتحقيق هذا الهدف، مع العمل على إزالة القيود المتعلقة بالطاقة والمياه والنقل والتمويل والعقار والمهارات والتخزين والوصول إلى الأسواق.

La croissance attendue ne devra pas rester un objectif statistique : elle devra se traduire en emplois, en revenus, en recettes publiques supplémentaires, en baisse des coûts de production et en amélioration du pouvoir d'achat. Les choix budgétaires devront ainsi soutenir les chaînes de valeur nationales, la transformation locale, la productivité et la compétitivité de nos entreprises et de nos producteurs.

Chaque membre du Gouvernement veillera personnellement à ce que les propositions de son département traduisent les orientations de mon programme politique, ses douze (12) chantiers et ses cent (100) actions, et soient rattachées de manière explicite aux programmes, projets et réformes de Tchad Connexion 2030.

Une attention particulière sera accordée au suivi des engagements pris dans le cadre du PND, notamment ceux issus de la rencontre d'Abou Dhabi. Pour chaque projet ou réforme relevant de son secteur, le ministère concerné présentera l'état d'avancement des engagements annoncés, les financements confirmés ou attendus, le niveau de décaissement, l'exécution physique et financière, les difficultés rencontrées, les mesures correctives et les résultats attendus en 2027.

La priorité sera donnée à l'achèvement des investissements engagés en 2026 et précédemment, à leur mise en service effective, à la disponibilité des contreparties nationales ainsi qu'à l'entretien et à la maintenance des infrastructures existantes. Le lancement de nouveaux projets devra rester limité aux opérations suffisamment préparées, disposant d'études crédibles, d'un plan de financement réaliste et d'une capacité d'exécution démontrée.

II. FAIRE DE LA CONNEXION DES TERRITOIRES UN LEVIER DE PRODUCTION ET D'INTÉGRATION

Les crédits d'investissement devront prioritairement soutenir les infrastructures qui désenclavent les provinces, rapprochent les bassins de production des marchés et renforcent l'intégration nationale et régionale. Les ministères compétents devront privilégier l'entretien du réseau existant, la continuité des corridors, la sécurité des déplacements et la complémentarité des modes de transport.

Il ne faut pas que la croissance attendue ne reste qu'un objectif statistique : elle doit se traduire en emplois, en revenus, en recettes publiques supplémentaires, en baisse des coûts de production et en amélioration du pouvoir d'achat. Les choix budgétaires devront ainsi soutenir les chaînes de valeur nationales, la transformation locale, la productivité et la compétitivité de nos entreprises et de nos producteurs.

Chaque membre du Gouvernement veillera personnellement à ce que les propositions de son département traduisent les orientations de mon programme politique, ses douze (12) chantiers et ses cent (100) actions, et soient rattachées de manière explicite aux programmes, projets et réformes de Tchad Connexion 2030.

Une attention particulière sera accordée au suivi des engagements pris dans le cadre du PND, notamment ceux issus de la rencontre d'Abou Dhabi. Pour chaque projet ou réforme relevant de son secteur, le ministère concerné présentera l'état d'avancement des engagements annoncés, les financements confirmés ou attendus, le niveau de décaissement, l'exécution physique et financière, les difficultés rencontrées, les mesures correctives et les résultats attendus en 2027.

La priorité sera donnée à l'achèvement des investissements engagés en 2026 et précédemment, à leur mise en service effective, à la disponibilité des contreparties nationales ainsi qu'à l'entretien et à la maintenance des infrastructures existantes. Le lancement de nouveaux projets devra rester limité aux opérations suffisamment préparées, disposant d'études crédibles, d'un plan de financement réaliste et d'une capacité d'exécution démontrée.

II. جعل ربط الأقاليم رافعة للإنتاج والتكامل

Il ne faut pas que la croissance attendue ne reste qu'un objectif statistique : elle doit se traduire en emplois, en revenus, en recettes publiques supplémentaires, en baisse des coûts de production et en amélioration du pouvoir d'achat. Les choix budgétaires devront ainsi soutenir les chaînes de valeur nationales, la transformation locale, la productivité et la compétitivité de nos entreprises et de nos producteurs.

Cette politique devra également tirer pleinement parti de l'appartenance du Tchad à la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), à la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) et à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Les propositions budgétaires devront faciliter l'application des engagements communautaires, l'intégration des marchés, la libre circulation, le développement des corridors, la coopération transfrontalière et la valorisation durable du bassin du Lac Tchad et de l'aquifère des grès de Nubie.

Dans ce cadre, tout en mobilisant les ressources nationales et celles des partenaires et en privilégiant, lorsque cela est possible, le recours au secteur privé, un accent particulier sera mis sur la :

1. Connexion routière : achever les axes et ouvrages en cours, assurer l'entretien durable des routes et pistes rurales, améliorer les corridors nationaux et transfrontaliers et relier les zones agricoles, pastorales, minières et industrielles aux centres de consommation et d'exportation ;

2. Connexion aéroportuaire : moderniser les infrastructures et les services, renforcer la sûreté et la sécurité, développer les liaisons nationales et internationales et améliorer la desserte des pôles économiques et touristiques ;

3. Navigation fluviale et lacustre : réaliser les études indispensables, améliorer la navigabilité, sécuriser les voies, construire les débarcadères et les ports, rendre disponibles les bacs et les bateaux, développer le transport de personnes et de marchandises et valoriser durablement le lac Tchad, le Chari, le Logone et les autres voies d'eau présentant un potentiel économique ;

4. Connexion numérique : achever les liaisons nationales et internationales en fibre optique, étendre la couverture dans les zones insuffisamment desservies, réduire les coûts d'accès, renforcer le service universel, sécuriser les infrastructures numériques et accroître les capacités nationales d'hébergement et de traitement des données ;

5. Connexion énergétique : accélérer l'accès à une électricité fiable et compétitive dans le cadre de l'initiative Mission 300 (M300), achever les infrastructures de production, de transport et de distribution en cours et ouvrir progressivement, dans un cadre régulé, concurrentiel et contractuellement sécurisé, la production, la gestion et la distribution de l'électricité dans les chefs-lieux et les principales villes des provinces aux opérateurs privés ;

كما ينبغي لهذه السياسة أن تستفيد استفادة كاملة من عضوية تشاد في الجماعة الاقتصادية والنقدية لوسط أفريقيا (CEMAC)، ولجنة حوض بحيرة تشاد (CBLT)، ومنطقة التجارة الحرة القارية الأفريقية (ZLECAf). ويجب أن تيسر المقترحات المتعلقة بالميزانية تنفيذ الالتزامات الجماعية، وتكامل الأسواق، وحرية التنقل، وتطوير الممرات، والتعاون عبر الحدود، والتأمين المستدام لحوض بحيرة تشاد وخزان الحجر الرملي النوبي.

وفي هذا الإطار، ومع تعبئة الموارد الوطنية وموارد الشركاء وإعطاء الأفضلية، كلما أمكن ذلك، للجوء إلى القطاع الخاص، سيؤلى اهتمام خاص لما يلي:

1. الربط الطرقي: استكمال المحاور والمنشآت الجاري تنفيذها، وضمان الصيانة المستدامة للطرق والمسالك الريفية، وتحسين الممرات الوطنية والعابرة للحدود، وربط المناطق الزراعية والرعية والمنجمية والصناعية بمراكز الاستهلاك والتصدير؛

2. الربط الجوي: تحديث البنى التحتية والخدمات، وتعزيز السلامة والأمن، وتطوير الرحلات الوطنية والدولية، وتحسين خدمة الأقطاب الاقتصادية والسياحية؛

3. الملاحة النهرية والبحيرية: إنجاز الدراسات الضرورية، وتحسين قابلية الملاحة، وتأمين المسالك، وبناء مراسي الإنزال والموانئ، وتوفير العبارات والقوارب، وتطوير نقل الأشخاص والبضائع، والاستغلال المستدام لبحيرة تشاد ونهري شاري ولوغون وسائر المجاري المائية ذات الإمكانات الاقتصادية؛

4. الربط الرقمي: استكمال شبكات الربط الوطنية والدولية بالألياف البصرية، وتوسيع التغطية في المناطق التي لا تحظى بخدمة كافية، وخفض تكاليف النفاذ، وتعزيز الخدمة الشاملة، وتأمين البنى التحتية الرقمية، وزيادة القدرات الوطنية على استضافة البيانات ومعالجتها؛

5. الربط في مجال الطاقة: تسريع الوصول إلى كهرباء موثوقة وتنافسية في إطار مبادرة Mission 300 (M300)، واستكمال البنى التحتية الجارية للإنتاج والنقل والتوزيع، والفتح التدريجي، ضمن إطار منظم وتنافسي ومؤمن تعاقدياً، أمام المشغلين الخواص لإنتاج الكهرباء وإدارتها وتوزيعها في عواصم المحافظات ومدنها الرئيسية؛

6. Décentralisation et administration territoriale : rendre la décentralisation plus effective en dotant les collectivités territoriales et tous les échelons de l'administration territoriale de moyens humains, financiers, matériels et numériques adaptés, en renforçant la déconcentration des services publics et en poursuivant la professionnalisation des responsables et agents territoriaux.

Les propositions devront démontrer leur cohérence territoriale. Aucun investissement sectoriel ne devra être conçu isolément, sans prise en compte des besoins connexes en eau, en énergie, en télécommunications, en logistique, en foncier, en compétences et en maintenance.

III. ACCÉLÉRER LA DIGITALISATION INTÉGRÉE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'ADMINISTRATION

La digitalisation devra constituer l'un des piliers du budget 2027. Elle ne devra plus être abordée comme une accumulation de plateformes isolées, mais comme une transformation cohérente de l'État fondée sur l'interopérabilité, l'identification fiable, l'échange sécurisé des données, la traçabilité des opérations et la protection de la souveraineté numérique.

Dans le domaine des finances publiques, le Gouvernement poursuivra l'intégration des systèmes des administrations fiscales, douanières et du Trésor, des systèmes de préparation et d'exécution budgétaires, de comptabilité publique et de gestion financière, ainsi que leur articulation avec le système informatique du Cadastre, notamment GIRAFE, les systèmes de l'ANATS, ceux des Domaines et de la Conservation foncière, notamment e-Conservation, et les plateformes de paiement électronique et de recouvrement des recettes publiques.

Cette intégration devra permettre l'identification unique des contribuables, des entreprises, des personnes, des biens et des transactions ; la fiabilisation des bases fiscales, cadastrales et foncières ; la réduction de la fraude, de l'évasion et des déperditions de recettes ; la suppression progressive des procédures manuelles ; ainsi que l'amélioration de la qualité des données nécessaires à la décision publique. Aucun ministère ne devra engager un nouveau système incompatible ou non connectable avec les plateformes existantes.

6. اللامركزية والإدارة الإقليمية: جعل اللامركزية أكثر فاعلية من خلال تزويد الجماعات الإقليمية وجميع مستويات الإدارة الإقليمية بالموارد البشرية والمالية والمادية والرقمية الملائمة، وتعزيز التركيز في الخدمات العامة، ومواصلة إضفاء الطابع المهني على المسؤولين والأعوان الإقليميين.

يجب أن تثبت المقترحات اتساقها الإقليمي. ولا ينبغي تصميم أي استثمار قطاعي بمعزل عن الاحتياجات المرتبطة به في مجالات المياه والطاقة والاتصالات والخدمات اللوجستية والعقار والمهارات والصيانة.

III. تسريع الرقمنة المتكاملة للاقتصاد والإدارة

يجب أن تشكل الرقمنة إحدى ركائز ميزانية 2027. ولم يعد يجوز التعامل معها بوصفها تراكمًا لمنصات معزولة، بل بوصفها تحولاً متسقاً للدولة يقوم على قابلية التشغيل البيئي، والتعريف الموثوق، والتبادل الآمن للبيانات، وإمكانية تتبع العمليات، وحماية السيادة الرقمية.

في مجال المالية العامة، ستواصل الحكومة دمج أنظمة إدارات الضرائب والجمارك والخزائن، وأنظمة إعداد الميزانية وتنفيذها، والمحاسبة العمومية والإدارة المالية، وربطها بنظام المعلومات الخاص بالمسح العقاري، ولا سيما GIRAFE، وأنظمة ANATS، وأنظمة أملاك الدولة والحفظ العقاري، ولا سيما e-Conservation، ومنصات الدفع الإلكتروني وتحصيل الإيرادات العامة.

يجب أن يتيح هذا الدمج تعريفاً موحداً للمكلفين بالضريبة والمؤسسات والأشخاص والممتلكات والمعاملات؛ وتعزيز موثوقية القواعد الضريبية والمساحية والعقارية؛ والحد من الغش والتهرب وتسرب الإيرادات؛ والإلغاء التدريجي للإجراءات اليدوية؛ وتحسين جودة البيانات اللازمة لاتخاذ القرار العام. ولا يجوز لأي وزارة أن تعتمد نظاماً جديداً غير متوافق مع المنصات القائمة أو غير قابل للربط بها.

Les crédits budgétaires, subventions et autres moyens régulièrement autorisés devront être mis à disposition en temps utile, afin de garantir la continuité de l'action publique et l'exécution effective des missions. Cette exigence concernera les institutions, les administrations, les collectivités territoriales, les établissements publics, les projets et programmes, ainsi que les ambassades et autres représentations diplomatiques et consulaires. Toutes ces entités devront être connectées au SIGFiP, selon un calendrier de déploiement précis et des modalités sécurisées adaptées à leurs contraintes opérationnelles.

Dès le lancement, au début de l'année 2027, du Système de virement électronique normalisé, ces entités devront exécuter l'ensemble de leurs paiements par voie électronique, directement au profit des bénéficiaires finaux, sans intermédiaire injustifié et sur la base de pièces régulièrement établies. Les opérations concernées devront s'appuyer sur les factures électroniques normalisées (FEN). Le système sera rendu interopérable avec l'ensemble des banques, des établissements de paiement et des fintechs dûment autorisés, afin d'assurer l'identification certaine des bénéficiaires, la sécurité des transactions, la traçabilité de chaque paiement, le rapprochement automatique des opérations et la disponibilité immédiate de la preuve de règlement.

La création, l'enregistrement et le développement des entreprises devront être entièrement digitalisés. Les démarches devront pouvoir être réalisées intégralement en ligne, du dépôt des pièces et du paiement des frais jusqu'à l'attribution des identifiants, au suivi du dossier et à la délivrance électronique des documents. Cette réforme devra réduire les délais et les coûts, limiter les déplacements et les interventions non indispensables, favoriser la formalisation de l'économie et renforcer l'attractivité du Tchad.

La transformation numérique devra également couvrir les formalités d'entrée sur le territoire. Pour tout voyageur demeurant soumis à l'obligation de visa, la plateforme e-Visa constituera l'unique canal de demande, d'instruction, de paiement et de délivrance du visa d'entrée au Tchad.

IV. AMÉLIORER LE CLIMAT DES AFFAIRES, DÉVELOPPER LE TOURISME ET MOBILISER D'AVANTAGE LE SECTEUR PRIVÉ

Il faut faciliter l'accès aux services publics et aux entreprises en simplifiant les procédures et en réduisant les coûts. Les crédits budgétaires, subventions et autres moyens régulièrement autorisés devront être mis à disposition en temps utile, afin de garantir la continuité de l'action publique et l'exécution effective des missions. Cette exigence concernera les institutions, les administrations, les collectivités territoriales, les établissements publics, les projets et programmes, ainsi que les ambassades et autres représentations diplomatiques et consulaires. Toutes ces entités devront être connectées au SIGFiP, selon un calendrier de déploiement précis et des modalités sécurisées adaptées à leurs contraintes opérationnelles.

Abolir le monopole de l'État sur les services publics et les entreprises. Mettre en place un cadre réglementaire clair et simplifié pour les entreprises. Faciliter l'accès aux services publics et aux entreprises en simplifiant les procédures et en réduisant les coûts. Mettre en place un cadre réglementaire clair et simplifié pour les entreprises. Faciliter l'accès aux services publics et aux entreprises en simplifiant les procédures et en réduisant les coûts. Mettre en place un cadre réglementaire clair et simplifié pour les entreprises.

Il faut faciliter l'accès aux services publics et aux entreprises en simplifiant les procédures et en réduisant les coûts. Mettre en place un cadre réglementaire clair et simplifié pour les entreprises. Faciliter l'accès aux services publics et aux entreprises en simplifiant les procédures et en réduisant les coûts. Mettre en place un cadre réglementaire clair et simplifié pour les entreprises.

Il faut faciliter l'accès aux services publics et aux entreprises en simplifiant les procédures et en réduisant les coûts. Mettre en place un cadre réglementaire clair et simplifié pour les entreprises. Faciliter l'accès aux services publics et aux entreprises en simplifiant les procédures et en réduisant les coûts. Mettre en place un cadre réglementaire clair et simplifié pour les entreprises.

IV. Améliorer le climat des affaires, développer le tourisme et mobiliser davantage le secteur privé.

Chaque ministère identifiera les procédures, autorisations, agréments, coûts et délais relevant de sa compétence qui freinent l'activité économique. Les réformes proposées devront être quantifiées, assorties d'un calendrier et d'indicateurs vérifiables, et viser la prévisibilité juridique et fiscale, la sécurisation des investissements, la concurrence loyale, l'accès au financement, le développement des partenariats public-privé et la promotion des investissements nationaux et étrangers. Le ministère chargé de la promotion du secteur privé devra en assurer le suivi.

La consolidation du climat des affaires exige également une justice commerciale accessible, crédible, rapide et prévisible. Les propositions budgétaires devront soutenir la spécialisation et la professionnalisation des juridictions compétentes, la formation des magistrats, greffiers et auxiliaires de justice, la digitalisation des procédures et du suivi des dossiers, la réduction des délais de traitement, l'exécution effective des décisions, leur publication en ligne, ainsi que le développement de la médiation, de la conciliation et de l'arbitrage.

Les services fournis par l'ANIE, l'AAZES, l'ATNOR, le CECOQDA, les différents laboratoires d'analyse et de contrôle, les administrations fiscales, douanières, domaniales et cadastrales, ainsi que par les délégataires de services publics, devront être alignés sur les meilleures normes régionales et internationales. Les propositions budgétaires et réglementaires relatives à ces services devront privilégier la compétitivité des coûts, la digitalisation intégrale des procédures, un guichet unique numérique, la transparence des conditions d'accès, la rapidité de délivrance des agréments, l'accès à l'énergie, aux télécommunications et aux services logistiques, ainsi que la sécurisation juridique des investisseurs. L'objectif est d'accélérer l'industrialisation, la transformation locale et les exportations.

La valorisation de l'artisanat et de la culture devra faire de nos savoir-faire, de notre patrimoine et de nos industries culturelles et créatives des leviers d'identité, d'emploi, d'entrepreneuriat, d'attractivité touristique et d'exportation. Les ministères concernés soutiendront la formation et la professionnalisation des acteurs, la structuration des filières, l'accès aux équipements et aux espaces de production et de commercialisation, ainsi que la labellisation, la protection et la promotion des œuvres et produits nationaux. Ils veilleront également à préserver et à valoriser le patrimoine matériel et immatériel et à développer les manifestations et infrastructures culturelles.

على كل وزارة أن تحدد الإجراءات والتراخيص والاعتمادات والتكاليف والأجال الواقعة ضمن اختصاصها والتي تعوق النشاط الاقتصادي. ويجب أن تكون الإصلاحات المقترحة محددة كمياً ومصحوبة بجدول زمني ومؤشرات قابلة للتحقق، وأن تستهدف إمكانية التنبؤ القانوني والضريبي، وتأمين الاستثمارات، والمنافسة العادلة، والوصول إلى التمويل، وتطوير الشراكات بين القطاعين العام والخاص، وتشجيع الاستثمارات الوطنية والأجنبية. وتتولى الوزارة المكلفة بالنهوض بالقطاع الخاص متابعة ذلك.

يتطلب ترسيخ مناخ الأعمال أيضاً قضاءً تجارياً متاحاً وموثوقاً وسريعاً وقابلاً للتنبؤ. ويجب أن تدعم المقترحات المتعلقة بالميزانية تخصص الجهات القضائية المختصة وإضفاء الطابع المهني عليها، وتدريب القضاة وكتّاب الضبط ومساعد القضاة، ورقمنة الإجراءات ومتابعة الملفات، وتقليص آجال المعالجة، والتنفيذ الفعلي للأحكام، ونشرها عبر الإنترنت، فضلاً عن تطوير الوساطة والتوفيق والتحكيم.

يجب أن تتوافق الخدمات التي تقدمها ANIE وAAZES وATNOR وCECOQDA ومختلف مختبرات التحليل والرقابة، وإدارات الضرائب والجمارك وأملك الدولة والمسح العقاري، وكذلك الجهات المفوض إليها تقديم الخدمات العامة، مع أفضل المعايير الإقليمية والدولية. وينبغي أن تعطي المقترحات المتعلقة بالميزانية والتنظيم والخاصة بهذه الخدمات الأولوية لتنافسية التكاليف، والرقمنة الكاملة للإجراءات، والشبكات الرقمية الموحدة، وشفافية شروط النفاذ، وسرعة منح الاعتمادات، والوصول إلى الطاقة والاتصالات والخدمات اللوجستية، فضلاً عن الحماية القانونية للمستثمرين. والهدف هو تسريع التصنيع والتحويل المحلي والصادرات.

يجب أن يجعل تثمين الحرف اليدوية والثقافة من معارفنا ومهاراتنا وتراثنا وصناعاتنا الثقافية والإبداعية روافع للهوية وفرص العمل وريادة الأعمال والجاذبية السياحية والتصدير. وستدعم الوزارات المعنية تدريب الفاعلين وإضفاء الطابع المهني عليهم، وتنظيم سلاسل النشاط، والوصول إلى المعدات وفضاءات الإنتاج والتسويق، فضلاً عن منح علامات الجودة للأعمال والمنتجات الوطنية وحمايتها والترويج لها. كما ستسهر على صون التراث المادي وغير المادي وتثمينه، وعلى تطوير الفعاليات والبنى التحتية الثقافية.

يجب إيلاء تطوير السياحة عناية خاصة. وينبغي للاعتمادات والإصلاحات اللازمة أن تواكب استكمال الفنادق الجاري بناؤها أو إعادة تأهيلها في نجامينا وافتتاحها ووضعها قيد الاستغلال، وتحسين جودة عرض الإيواء وقدرته التنافسية، وإضفاء الطابع المهني على مهن السياحة والفندقة، وتثمين المواقع الثقافية والمتنزهات الطبيعية، وتعزيز وسائل الربط والخدمات والأمن والترويج الضرورية لاستقبال الزوار.

وفقاً لقراري المؤرخ 15 يوليو 2026، المتخذ أثناء المنتدى الأفريقي للمياه المنعقد في نجامينا، سيُتاح دخول تشاد دون تأشيرة لكل حامل جواز سفر صادر عن بلد أفريقي اعتباراً من 1 يناير 2027. ولهذا الغرض، يتعين على الإدارات المختصة اتخاذ التدابير اللازمة المتعلقة بالميزانية والتنظيم والرقمنة والتشغيل لضمان التطبيق الفعلي لهذا الانفتاح، مع الإبقاء على ضوابط حدودية حديثة ومنسقة ومتوافقة مع متطلبات الأمن الوطني.

V. تسريع الاستكشاف المنجمي والتصنيع والتحويل المحلي

يجب أن تسرع ميزانية 2027 تهيئة الإمكانيات المنجمية الوطنية بإعطاء الأولوية للاستكشاف، ومعرفة باطن الأرض، وإعداد مشروعات قادرة على تعبئة استثمارات مسؤولة. وعلى الوزارات والهيئات المختصة تسريع الدراسات الجيوفيزيائية الجوية الجارية المتعلقة بالجرد المنجمي ورسم الخرائط الجيولوجية، وضمان استكمالها، وتأمين البيانات المنتجة وتأمينها، ثم تحويلها إلى مربعات استكشاف وبرامج بحث وفرص استثمار، مع احترام المتطلبات البيئية والاجتماعية والضرورية ومتطلبات الشفافية.

يجب أن يعطي التصنيع الأولوية للتحويل المحلي للموارد والمنتجات الوطنية بغية زيادة القيمة المضافة وفرص العمل والصادرات والإيرادات العامة، مع إيلاء عناية خاصة لسلسلة الثروة الحيوانية واللحوم. وقبل 1 يناير 2028، وهو التاريخ المقرر لدخول حظر تصدير الماشية الحية حيز التنفيذ، يتعين على القطاعات المعنية استكمال المسالخ الجاري إنجازها، وبناء البنى التحتية التكميلية، وتطوير، في إطار شراكات بين القطاعين العام والخاص (PPP)، سلاسل التبريد والمنصات اللوجستية ومعدات الرقابة الصحية ووسائل النقل الملائمة.

Ces investissements devront être assortis des mesures administratives, réglementaires, fiscales, sanitaires et commerciales nécessaires, ainsi que d'un accompagnement des éleveurs, coopératives, transformateurs, transporteurs et exportateurs. Cette transition devra être conduite de manière progressive et concertée, afin de substituer à l'exportation du bétail sur pied celle de la viande et des produits transformés conformes aux normes des marchés nationaux, régionaux et internationaux, sans rupture d'approvisionnement ni désorganisation de la filière.

VI. TRADUIRE LES ENGAGEMENTS SUR L'EAU EN PROGRAMMES BUDGÉTAIRES CONCRETS

Les conclusions du Forum africain de l'eau tenu à N'Djaména les 15 et 16 juillet 2026, la Déclaration de N'Djaména et le Pacte national pour la sécurité de l'eau devront être pleinement intégrés à la préparation du budget 2027. Les ministères concernés traduiront les engagements pris en programmes, réformes, projets, indicateurs et lignes budgétaires clairement identifiés.

L'action publique devra être structurée autour des trois finalités complémentaires : l'eau pour les populations, l'eau pour l'alimentation et l'eau pour la planète. Elle couvrira notamment l'hydraulique urbaine, villageoise, pastorale et agricole, l'accès à l'eau potable, l'assainissement, l'irrigation, la gestion intégrée des ressources en eau, la protection des bassins, lacs, fleuves et nappes, la sécurisation des parcours pastoraux et des points d'eau, ainsi que la prévention des sécheresses, des inondations et des conflits d'usage.

Une articulation obligatoire sera recherchée entre l'eau, l'agriculture, l'élevage, la santé, l'éducation, l'environnement, l'énergie, l'urbanisme et l'aménagement du territoire. Les crédits et les financements extérieurs attendus devront également soutenir les réformes de gouvernance et de régulation, la performance des opérateurs, la maintenance des ouvrages, les systèmes d'information, le suivi des résultats et la mobilisation combinée de financements nationaux, concessionnels, climatiques et privés.

VII. CONSOLIDER LE CAPITAL HUMAIN, LA SOLIDARITÉ, L'INCLUSION ET LA COHÉSION NATIONALE

Il faut que ces investissements soient assortis de mesures administratives, réglementaires, fiscales, sanitaires et commerciales nécessaires, ainsi que d'un accompagnement des éleveurs, coopératives, transformateurs, transporteurs et exportateurs. Cette transition devra être conduite de manière progressive et concertée, afin de substituer à l'exportation du bétail sur pied celle de la viande et des produits transformés conformes aux normes des marchés nationaux, régionaux et internationaux, sans rupture d'approvisionnement ni désorganisation de la filière.

VI. ترجمة الالتزامات المتعلقة بالمياه إلى برامج ملموسة في الميزانية

يجب إدماج خلاصات المنتدى الأفريقي للمياه المنعقد في نجامينا يومي 15 و 16 يوليو 2026، وإعلان نجامينا، والميثاق الوطني للأمن المائي، إدماجاً كاملاً في إعداد ميزانية 2027. وتترجم الوزارات المعنية الالتزامات المتخذة إلى برامج وإصلاحات ومشروعات ومؤشرات وبنود ميزانية محددة بوضوح.

يجب تنظيم العمل العام حول الغايات الثلاث المتكاملة: المياه للسكان، والمياه للغذاء، والمياه لكوكب الأرض. ويشمل، على وجه الخصوص، المياه الحضرية والقروية والرعية والزراعية، والحصول على مياه الشرب، والصرف الصحي، والري، والإدارة المتكاملة للموارد المائية، وحماية الأحواض والبحيرات والأنهار والمياه الجوفية، وتأمين المسارات الرعية ونقاط المياه، فضلاً عن الوقاية من الجفاف والفيضانات والنزاعات على الاستخدام.

سيُعمل على تحقيق ترابط إلزامي بين المياه والزراعة والثروة الحيوانية والصحة والتعليم والبيئة والطاقة والتخطيط الحضري وهيئة الإقليم. كما ينبغي للاعتمادات والتمويلات الخارجية المتوقعة أن تدعم إصلاحات الحوكمة والتنظيم، وأداء المشغلين، وصيانة المنشآت، وأنظمة المعلومات، ومتابعة النتائج، والتعبئة المشتركة للتمويلات الوطنية والميسرة والمناخية والخاصة.

VII. تعزيز رأس المال البشري والتضامن والإدماج والتماسك الوطني

سيظل التعليم والصحة والحماية الاجتماعية والإدماج وازدهار الشباب في صميم العمل العام، ويجب أن تربط المخصصات على نحو أفضل بين الوسائل والنتائج، وأن تقلص أوجه التفاوت الإقليمي والاجتماعي، وتحمي الأشخاص الهشين، وتتيح لكل مواطنة تشادية ولكل مواطن تشادي تنمية قدراته على نحو كامل.

في مجال التعليم، سنتناول المقترحات إمكانية الالتحاق بالتعليم وجودة التعليم، وبناء البنى التحتية وإعادة تأهيلها، وتدريب المعلمين وتوزيعهم، والتعليم التقني والمهني، ومواءمة المهارات مع احتياجات سوق العمل، ورقمنة التعليم والإدارة المدرسية، فضلاً عن تعزيز تنظيم العرض الخاص واعتماده. وسنُعطي أولوية صريحة لمتدريس الفتيات وبقائهن في المدرسة ونجاحهن وتوجيههن، ولا سيما في المناطق التي تتسع فيها الفجوات أكثر من غيرها، بما في ذلك من خلال تعينة شركائنا.

في المجال الصحي، تستهدف المقترحات الوصول إلى الرعاية الأساسية، وتوافر الموظفين، وتحسين البنى التحتية والتجهيزات التقنية، ورقمنة الخدمات والملفات الصحية، والحوكمة الرشيدة للمؤسسات، وشفافية شراء الأدوية، وتأمين الإمدادات، ومكافحة المنتجات المزيفة، والتطوير التدريجي لقدرات محلية على تصنيع الأدوية والمستهلكات والمنتجات الصحية، مع احترام معايير الجودة.

يجب أن تشكل مكافحة التهريب، وكذلك مكافحة إدخال المواد غير المشروعة أو الضارة بالصحة البدنية والعقلية للسكان، ولا سيما الشباب، وتسويقها وتوزيعها واستهلاكها، أولوية لجميع الإدارات المعنية.

يجب تحسين استهداف التضامن الوطني ومساعدة الأشخاص الهشين وتنسيقهما وتقييمهما. وينبغي استكمال السجل الاجتماعي الموحد، وتعزيز موثوقيته، وجعله عاملاً بكامل طاقته، من أجل تحديد الأسر والأشخاص المستحقين، وتجنب الازدواجية، وضمان إمكانية تتبع أوجه الدعم.

Les résultats du troisième Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-3), en cours, devront être exploités dès leur validation pour actualiser la carte des besoins, améliorer la programmation territoriale et assurer une répartition plus équitable des ressources publiques.

Chaque département ministériel devra intégrer des mesures concrètes en faveur de l'inclusion des femmes, de leur autonomisation économique et de leur accès à l'entrepreneuriat, au financement, à la formation, au foncier, aux marchés et aux responsabilités. Une attention comparable sera accordée à l'entrepreneuriat, à l'employabilité et à l'insertion des jeunes.

Le sport devra être reconnu comme un instrument de santé publique, d'éducation, de cohésion nationale, de discipline et de rayonnement. Le budget 2027 devra soutenir le développement du sport de masse, l'organisation régulière des championnats dans les principales disciplines, la formation des encadrateurs et des arbitres, l'entretien des infrastructures et la détection des talents. Un soutien franc, structuré et transparent sera apporté aux clubs, notamment à ceux concourant aux championnats nationaux de football et de basket-ball, sur la base de critères de gouvernance, de performance, de formation des jeunes et de reddition de comptes.

VIII. PRÉPARER DES PROJETS MATURES POUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET LES FINANCEMENTS EXTÉRIEURS

En tenant compte des résolutions et des engagements pris lors des différents forums organisés ou coorganisés par le Tchad, y compris ceux d'Abou Dhabi, d'Alger et de N'Djaména (FIDIT, SEMICA, Forum africain de l'eau, etc.), et en prévision du prochain Forum économique de Paris, les ministères concernés devront préparer ou présenter, de concert avec le secteur privé national et étranger, un portefeuille resserré de projets structurants, de réformes et d'opportunités d'investissement.

يجب الاستفادة من نتائج التعداد العام الثالث للسكان والسكن (RGPH-3)، الجاري تنفيذه، فور اعتمادها، لتحديث خريطة الاحتياجات، وتحسين البرمجة الإقليمية، وضمان توزيع أكثر إنصافاً للموارد العامة.

على كل قطاع وزاري أن يدمج تدابير ملموسة لفائدة إدماج النساء وتمكينهن الاقتصادي ووصولهن إلى ريادة الأعمال والتمويل والتدريب والعقار والأسواق ومواقع المسؤولية. وستولى عناية مماثلة لريادة الأعمال وقابلية التشغيل والإدماج المهني للشباب.

يجب الاعتراف بالرياضة بوصفها أداة للصحة العامة والتعليم والتماسك الوطني والانضباط والإشعاع. وينبغي لميزانية 2027 أن تدعم تطوير الرياضة الجماهيرية، والتنظيم المنتظم للبطولات في الرياضات الرئيسية، وتدريب المؤطرين والحكام، وصيانة البنى التحتية، واكتشاف المواهب. وسيقدم دعم واضح ومنظم وشفاف للأندية، ولا سيما المشاركة منها في البطولات الوطنية لكرة القدم وكرة السلة، استناداً إلى معايير الحوكمة والأداء وتدريب الشباب والمساءلة.

VIII. إعداد مشروعات ناضجة للتعاون الاقتصادي والتمويلات الخارجية

مع مراعاة القرارات والالتزامات المتخذة في مختلف المنتديات التي نظمتها تشاد أو شاركت في تنظيمها، بما فيها منتديات أبوظبي والجزائر ونجامينا (FIDIT و SEMICA والمنتدى الأفريقي للمياه، إلخ)، واستعداداً للمنتدى الاقتصادي المقبل في باريس، يتعين على الوزارات المعنية، بالتشاور مع القطاع الخاص الوطني والأجنبي، إعداد أو تقديم حافظة مركزة من المشروعات الهيكلية والإصلاحات والفرص الاستثمارية.

Le bon niveau de décaissement obtenu auprès des partenaires techniques et financiers, en cohérence avec les différents cadres de partenariat-pays (CPP) adoptés, entre autres, par la Banque mondiale, la Banque islamique de développement, la Banque africaine de développement et les agences du système des Nations Unies, et alignés sur Tchad Connexion 2030, devra être consolidé. Les ministères devront lever les obstacles administratifs, techniques, juridiques et fiduciaires liés à la passation des marchés, renforcer les unités de gestion, transmettre régulièrement les pièces requises, respecter les engagements convenus et inscrire dans leur budget les contreparties nationales indispensables. Les projets inactifs, insuffisamment préparés ou durablement sous-exécutés devront faire l'objet d'un réexamen.

IX. RENFORCER LA DÉFENSE NATIONALE, PRÉVENIR LES CONFLITS ET SÉCURISER L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

La défense nationale, la préservation de l'intégrité territoriale et la sécurité des personnes, des biens, des activités économiques et des infrastructures stratégiques demeureront des fonctions essentielles de l'État. Les propositions budgétaires devront renforcer les capacités de prévention, d'anticipation, de renseignement, de surveillance, de contrôle et d'intervention des forces compétentes, dans le respect de la loi et des libertés publiques.

La sécurité devra être appréhendée de manière intégrée dans les espaces terrestres, aériens, fluviaux et lacustres, ainsi que dans le domaine numérique. Une attention particulière sera accordée à la sécurisation des frontières, des villes, des zones rurales, des axes de circulation, des installations publiques, des systèmes d'information et des infrastructures critiques, ainsi qu'au renforcement de la cybersécurité et de la souveraineté numérique.

Les ministères concernés devront également privilégier la prévention des conflits, les dispositifs d'alerte précoce, la médiation locale, la gestion concertée des ressources naturelles et des espaces pastoraux, la coopération transfrontalière et la coordination entre les services de défense, de sécurité, de protection civile, d'administration territoriale et de justice.

X. GARANTIR LA DISCIPLINE BUDGÉTAIRE, LA PERFORMANCE ET LA REDEVABILITÉ

Il convient d'évaluer le niveau de réalisation des engagements pris par le gouvernement, en particulier dans le domaine de la transparence et de la redevabilité. Le bon niveau de décaissement obtenu auprès des partenaires techniques et financiers, en cohérence avec les différents cadres de partenariat-pays (CPP) adoptés, entre autres, par la Banque mondiale, la Banque islamique de développement, la Banque africaine de développement et les agences du système des Nations Unies, et alignés sur Tchad Connexion 2030, devra être consolidé. Les ministères devront lever les obstacles administratifs, techniques, juridiques et fiduciaires liés à la passation des marchés, renforcer les unités de gestion, transmettre régulièrement les pièces requises, respecter les engagements convenus et inscrire dans leur budget les contreparties nationales indispensables. Les projets inactifs, insuffisamment préparés ou durablement sous-exécutés devront faire l'objet d'un réexamen.

IX. تعزيز الدفاع الوطني، والوقاية من النزاعات، وتأمين كامل التراب الوطني

سيظل الدفاع الوطني والحفاظ على السلامة الإقليمية وأمن الأشخاص والممتلكات والأنشطة الاقتصادية والبنى التحتية الاستراتيجية من الوظائف الأساسية للدولة. ويجب أن تعزز المقترحات المتعلقة بالميزانية قدرات القوات المختصة على الوقاية والاستباق والاستعلام والمراقبة والضبط والتدخل، مع احترام القانون والحريات العامة.

يجب تناول الأمن بصورة متكاملة في المجالات البرية والجوية والنهرية والبحيرية، وكذلك في المجال الرقمي. وستولى عناية خاصة لتأمين الحدود والمدن والمناطق الريفية ومحاور الحركة والمنشآت العامة وأنظمة المعلومات والبنى التحتية الحيوية، فضلاً عن تعزيز الأمن السيبراني والسيادة الرقمية.

كما ينبغي للوزارات المعنية إعطاء الأولوية للوقاية من النزاعات، ونظم الإنذار المبكر، والوساطة المحلية، والإدارة التشاركية للموارد الطبيعية والمجالات الرعوية، والتعاون عبر الحدود، والتنسيق بين أجهزة الدفاع والأمن والحماية المدنية والإدارة الإقليمية والعدل.

X. ضمان الانضباط في الميزانية والأداء والمساءلة

La préparation du projet de loi de finances s'effectuera dans le strict respect des plafonds communiqués, du cadrage macroéconomique et budgétaire, de l'objectif de croissance, de la soutenabilité de la dette et de la sincérité des prévisions. Les dépenses de fonctionnement devront être maîtrisées ; les subventions, exonérations et dépenses fiscales devront être mieux évaluées et rationalisées ; et les ressources disponibles devront être orientées vers les actions qui contribuent le plus à l'emploi, à la croissance, à la solidarité, à la sécurité et à la qualité des services publics.

Toute nouvelle dépense devra être justifiée par son coût complet, ses modalités de financement, son impact attendu et sa contribution aux priorités nationales. Les dépenses peu prioritaires, redondantes, insuffisamment documentées ou faiblement performantes devront être supprimées, réduites ou réaffectées.

La budgétisation par objectifs et résultats devra être renforcée. Les indicateurs devront être peu nombreux, pertinents, mesurables et directement liés aux services rendus, à l'exécution physique, aux décaissements, aux réformes et aux effets attendus sur les populations et l'économie.

XI. INSTRUCTIONS AUX MEMBRES DU GOUVERNEMENT ET DISPOSITIF DE SUIVI

En conséquence, je vous demande :

1. d'assurer personnellement le pilotage de la préparation budgétaire de votre département et de mobiliser l'ensemble de vos services autour de résultats clairement définis ;

2. de veiller à l'alignement intégral de vos propositions sur mon programme politique, ses douze (12) chantiers et ses cent (100) actions, le PND Tchad Connexion 2030 et les orientations de la présente lettre ;

3. de hiérarchiser les projets et réformes selon leur maturité, leur impact économique, social et territorial, ainsi que leur capacité réelle d'exécution ;

4. de prévoir des mesures et des crédits identifiables pour la protection des personnes vulnérables, la scolarisation des filles, l'autonomisation des femmes, l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes, le sport de masse, les championnats et la justice commerciale ;

يُعد مشروع قانون المالية في إطار الاحترام الصارم للسقوف المبلغة، والتأطير الاقتصادي الكلي وتأطير الميزانية، وهدف النمو، واستدامة الدين، وصدق التوقعات. ويجب ضبط نفقات التسيير؛ وتحسين تقييم الإعانات والإعفاءات والنفقات الضريبية وترشيدها؛ وتوجيه الموارد المتاحة نحو الإجراءات الأكثر إسهاماً في فرص العمل والنمو والتضامن والأمن وجودة الخدمات العامة.

يجب تبرير كل نفقة جديدة بتكلفتها الكاملة، وطرائق تمويلها، وأثرها المتوقع، ومساهمتها في الأولويات الوطنية. أما النفقات المتدنية الأولوية أو المكررة أو غير الموثقة توثيقاً كافياً أو الضعيفة الأداء، فيجب إلغاؤها أو خفضها أو إعادة تخصيصها.

يجب تعزيز إعداد الميزانية حسب الأهداف والنتائج. وينبغي أن تكون المؤشرات قليلة العدد وذات صلة وقابلة للقياس ومرتبطة مباشرة بالخدمات المقدمة والتنفيذ المادي والصرف والإصلاحات والآثار المتوقعة على السكان والاقتصاد.

XI. تعليمات إلى أعضاء الحكومة وآلية المتابعة

وبناءً على ذلك، أطلب منكم ما يلي:

1. أن تشرّفوا شخصياً على قيادة إعداد ميزانية وزاراتكم، وأن تعبئوا جميع مصالحكم حول نتائج محددة بوضوح؛

2. أن تسهروا على الموازنة الكاملة لمقترحاتكم مع برنامجي السياسي، بمحاور عمله الاثني عشر (12) وإجراءاته المائة (100)، ومع الخطة الوطنية للتنمية (PND) Tchad Connexion 2030 وتوجهات هذه الرسالة؛

3. أن ترتبوا المشروعات والإصلاحات حسب الأولوية استناداً إلى مدى نضجها وأثرها الاقتصادي والاجتماعي والإقليمي، وقدرتها الفعلية على التنفيذ؛

4. أن ترصدوا تدابير واعتمادات قابلة للتحديد لحماية الأشخاص الهشّين، وتمدرس الفتيات، وتمكين النساء، وريادة الأعمال لدى النساء والشباب، والرياضة الجماهيرية، والبطولات، والقضاء التجاري؛

5. d'assurer, pour votre département et les structures placées sous votre tutelle, la programmation de la mise à disposition, en temps utile, des crédits, subventions et moyens, la connexion de ces structures au SIGFiP et la migration de leurs opérations vers le Système de virement électronique normalisé ; de veiller à ce que les paiements soient effectués directement au profit des bénéficiaires finaux et appuyés, pour les opérations concernées, par des factures électroniques normalisées ;

6. de fournir des données fiables, actualisées et cohérentes sur les engagements, les bénéficiaires, les financements, les décaissements, l'exécution physique et financière et les résultats ;

7. de sécuriser en priorité l'achèvement des investissements engagés en 2026 et précédemment, leur mise en service et les contreparties nationales nécessaires ainsi que les contributions de l'État, au titre de chaque département, aux organisations internationales ;

8. de réexaminer les dépenses peu prioritaires, redondantes ou insuffisamment performantes et de proposer leur réduction, leur suppression ou leur réaffectation ;

9. de respecter strictement le calendrier, les plafonds et les formats de préparation qui vous seront communiqués ;

10. de rendre compte périodiquement de l'exécution des projets, réformes et mesures relevant de votre responsabilité, en signalant sans délai tout blocage nécessitant un arbitrage.

Un tableau de bord sera établi ministère par ministère. Il retracera, pour chaque engagement, projet et réforme, les financements mobilisés ou attendus, les dates de mise à disposition des crédits et subventions, les décaissements, l'exécution physique et financière, le niveau de connexion au SIGFiP, la part des paiements effectués par virement électronique directement au profit des bénéficiaires finaux, l'utilisation des factures électroniques normalisées, les contraintes, les mesures correctives, les échéances et les responsables. Ce suivi portera aussi bien sur les investissements que sur les réformes institutionnelles, réglementaires, économiques, administratives et numériques.

5. أن تضمنوا، بالنسبة إلى وزاراتكم والهيكل الموضوع تحت وصايتكم، برمجة إتاحة الاعتمادات والإعانات والوسائل في الوقت المناسب، وربط هذه الهيكل بنظام SIGFiP، ونقل عملياتها إلى نظام التحويل الإلكتروني المعياري؛ وأن تسهروا على سداد المدفوعات مباشرة لصالح المستفيدين النهائيين، واستنادها، بالنسبة إلى العمليات المعنية، إلى فواتير إلكترونية معيارية؛

6. أن تقدموا بيانات موثوقة ومحدثة ومتسقة بشأن الالتزامات والمستفيدين والتمويلات والمبالغ المصروفة والتنفيذ المادي والمالي والنتائج؛

7. أن تضمنوا، على سبيل الأولوية، استكمال الاستثمارات التي انطلق تنفيذها في عام 2026 وفي السنوات السابقة، ووضعها قيد الخدمة، وتوفير التمويلات الوطنية المقابلة الضرورية، وكذلك مساهمات الدولة في المنظمات الدولية عن كل قطاع وزاري؛

8. أن تعيدوا النظر في النفقات المتدنية الأولوية أو المكررة أو غير الكافية من حيث الأداء، وأن تقترحوا خفضها أو إلغائها أو إعادة تخصيصها؛

9. أن تحترموا بدقة الجدول الزمني والسقوف وصيغ الإعداد التي ستبلغ إليكم؛

10. أن تقدموا تقارير دورية عن تنفيذ المشروعات والإصلاحات والتدابير التي تدرج ضمن مسؤوليتكم، مع الإبلاغ دون إبطاء عن أي عائق يستلزم التحكيم.

سننشأ لوحة قيادة لكل وزارة على حدة. وستبين، بالنسبة إلى كل التزام ومشروع وإصلاح، التمويلات المعبأة أو المتوقعة، وتواريخ إتاحة الاعتمادات والإعانات، والمبالغ المصروفة، والتنفيذ المادي والمالي، ومستوى الربط بنظام SIGFiP، ونسبة المدفوعات المنفذة بالتحويل الإلكتروني مباشرة لصالح المستفيدين النهائيين، واستخدام الفواتير الإلكترونية المعيارية، والقيود، والتدابير التصحيحية، والأجال، والمسؤولين. وستشمل هذه المتابعة الاستثمارات والإصلاحات المؤسسية والتنظيمية والاقتصادية والإدارية والرقمية على حد سواء.

Le ministère chargé des Finances, du Budget, de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale précisera, au moyen d'instruments techniques appropriés, le calendrier, les plafonds, les cadres de dépenses, les formats de présentation et les modalités de consolidation. Ces dispositions techniques devront demeurer strictement conformes aux orientations fixées par la présente lettre.

Le budget 2027 devra être le budget de l'exécution, de la croissance, de l'intégration, de la solidarité, de la sécurité et des résultats.

Il devra relier nos territoires, nos administrations, nos systèmes, nos investissements et nos politiques publiques ; mettre les moyens publics à disposition au moment où ils sont nécessaires ; rendre chaque paiement plus rapide, plus sûr et intégralement traçable jusqu'au bénéficiaire final.

Il devra créer les conditions d'une croissance économique de 7,3 % portée par la production et la transformation nationales ; protéger les plus vulnérables ; ouvrir davantage de perspectives aux femmes, aux filles et aux jeunes ; soutenir la vitalité sportive ; consolider la justice commerciale ; approfondir la décentralisation et l'intégration régionale ; et renforcer la défense et la sécurité. Notre ambition est claire : faire de chaque franc public un levier de progrès, de chaque paiement une opération transparente et de chaque réforme un résultat visible pour la Nation.

Je vous appelle à faire preuve d'engagement, de rigueur, d'audace et d'esprit de résultat. Chaque ministère devra prendre toute sa part à cet effort collectif et agir avec la célérité qu'exigent les attentes légitimes de nos concitoyens. J'attache le plus grand prix au respect de ces orientations et à votre implication personnelle dans leur mise en œuvre.

تحدد الوزارة المكلفة بالمالية والميزانية والاقتصاد والتخطيط والتعاون الدولي، بواسطة الأدوات التقنية المناسبة، الجدول الزمني والسقوف وأطر الإنفاق وصيغ العرض وطرائق التجميع. ويجب أن تظل هذه الأحكام التقنية متوافقة تماماً مع التوجهات المحددة في هذه الرسالة.

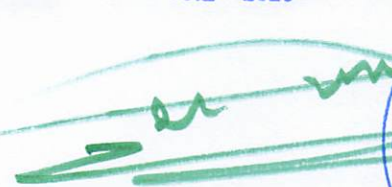
يجب أن تكون ميزانية 2027 ميزانية التنفيذ والنمو والتكامل والتضامن والأمن والنتائج.

ويجب أن تربط أقاليمنا وإداراتنا وأنظمتنا واستثماراتنا وسياساتنا العامة؛ وأن نتيج الوسائل العامة في الوقت الذي تكون فيه ضرورية؛ وأن تجعل كل دفعة أسرع وأكثر أماناً وقابلة للتتبع بالكامل حتى المستفيد النهائي.

ويجب أن تهيئ الظروف لنمو اقتصادي قدره 7.3% يقوده الإنتاج والتحويل الوطني؛ وأن تحمي الفئات الأشد هشاشة؛ وتفتح مزيداً من الآفاق أمام النساء والفتيات والشباب؛ وتدعم الحيوية الرياضية؛ وترسخ القضاء التجاري؛ وتعمق اللامركزية والتكامل الإقليمي؛ وتعزز الدفاع والأمن. إن طموحنا واضح: أن نجعل من كل فرنك عام رافعة للتقدم، ومن كل دفعة عملية شفافة، ومن كل إصلاح نتيجة ملموسة للأمة.

أدعوكم إلى التحلي بالالتزام والصرامة والجرأة وروح النتائج. وعلى كل وزارة أن تضطلع بكامل دورها في هذا الجهد الجماعي وأن تعمل بالسرعة التي تقتضيها التطلعات المشروعة لمواطنينا. وإنني أولى بالغ الأهمية لاحترام هذه التوجهات ولمشارككم الشخصية في تنفيذها.

Fait à N'Djaména, le 31 JUL 2026 حرر في نجامينا، بتاريخ



REPUBLICQUE DU TCHAD
Unité-Travail-Progrès
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE
Le Président

Maréchal du Tchad MAHAMAT IDRIS DEBY ITNO
مشير تشاد محمد إدريس ديبي إتنو.